
UN PAYS "MIS EN OBSERVATION"

La mission de vérification du processus électoral envoyée par l'ONU se trouve au Nicaragua depuis un mois. Son responsable, Igbal Riza, tire un premier bilan.

LE CANDIDAT LE PLUS POPULAIRE

Par son contact permanent avec la population et les succès politiques remportés à l'échelle régionale et internationale, Daniel Ortega apparaît comme le candidat le plus populaire pour les prochaines élections présidentielles.

PREPARATIFS AUX ELECTIONS

Les Sandinistes préparent la campagne électorale de leurs candidats à l'Assemblée nationale.

INSCRIPTIONS

Les bureaux de vote sont prêts pour la population.

OEA:

Visite du secrétaire général

LIBERATION DES PRISONNIERS "CONTRA"

457 prisonniers ont bénéficié d'une remise de peine.

SCEPTICISME A LA VEILLE DE LA REUNION INTERNATIONALE DU CAFE

Le malheur des pays producteurs fait le bonheur des pays consommateurs.

LA MENACE DES PRODUITS CHIMIQUES

La production de produits chimiques toxiques ne cesse de croître. Les industries s'implantent de préférence dans les pays sous-développés moins protégés par les lois, au mépris de la sécurité des populations.

SIDA: PRIORITE PREVENTION

Bien que le Nicaragua ne connaisse que peu de cas de Sida, une campagne d'information et d'éducation est lancée auprès de la population.

LES JEUNES DE BLUEFIELDS ONT RETROUSSE LEURS MANCHE

On savait déjà qu'ils étaient de bons danseurs, de bons musiciens, mais ce n'est pas tout...

Elections

UN PAYS "MIS EN OBSERVATION"

par Sergio Ferrari

Managua, 21 septembre (ANN). Un mois après l'installation de la mission des Nations unies pour la vérification du processus électoral nicaraguayen (ONU-UVEN), Igbal Riza, responsable de la mission, estime le bilan positif.

Sa longue expérience de diplomate international donne du poids à ses affirmations: D'abord au service de son pays, le Pakistan, il occupe à partir de 1978 un poste au secrétariat de l'ONU, chargé de tâches délicates et à haute responsabilité. En plus de ses fonctions de directeur de l'Assemblée générale de l'ONU depuis un an et demi, il a été délégué de missions difficiles dans le conflit Iran-Irak (avec Olof Palme et Diego Cordovez) et à la Grenade après l'intervention des Etats-Unis en 1983.

I.Riza a expliqué qu'un groupe de conseillers, spécialisés dans les problèmes électoraux et venant d'Argentine, du Brésil et d'Espagne, participent à l'ONU-UVEN. D'autres viendront plus tard en missions ponctuelles de consultation. Lui-même est responsable d'un groupe d'une vingtaine de fonctionnaires de différentes nationalités. Cette délégation a été invitée par le Gouvernement du Nicaragua le 3 mars et l'ONU a donné sa réponse quatre mois plus tard, après deux études préalables. I.Riza répond aujourd'hui aux questions de l'ANN.

ANN: Quelle est votre évaluation du travail mené par la délégation de l'ONU-UVEN depuis un mois?

I.Riza: Nous avons commencé le 25 août, date fixée par le calendrier électoral pour la mobilisation et l'organisation des partis.

Durant ce mois, nous nous sommes organisés sur le terrain et jusque-là, je peux dire qu'en termes logistiques nous avons reçu dans nos contacts avec les ministères tout l'appui nécessaire en matière de communications, importations et d'autres demandes exprimées. Nous avons parlé très franchement avec le Conseil suprême électoral, qui est le pouvoir électoral au Nicaragua. Il nous a informé en détail de son organisation et de son programme. Au cours de nos visites d'étude des conditions électorales dans le pays, nous n'avons rencontré aucun obstacle, aucune difficulté. Avec les partis politiques, le contact a été ouvert et direct. Ils se sont exprimés avec beaucoup de franchise et nous avons essayés d'en faire autant. Il est vrai que nous en sommes à la période préliminaire, je pense qu'en avançant, les tâches vont se compliquer.

ANN: Votre mission est difficile. Vous avez été invité par le Nicaragua en tant que pays membre de l'ONU et devez rencontrer tous les secteurs de la vie nationale. Avez-vous senti des tensions liées à cette fonction, vous êtes-vous sentis "pris en sandwich"?

I.Riza: Il est vrai que nous avons été invités par le Gouvernement, car seul celui-ci est habilité à inviter des autorités étrangères. Mais il nous a donné toutes les garanties pour fonctionner en toute liberté, pour avoir accès aux pouvoirs locaux, aux partis d'opposition, aux médias et ces garanties ont motivé l'acceptation du secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar. Nous avons une pleine indépendance dans notre travail et cela est capital pour nos contacts avec les deux parties d'un pays divisé. L'ONU est habituée à être "prise en sandwich" au niveau international, que ce soit dans le conflit Iran-Irak au Moyen-Orient, à Chypres, en Afghanistan. C'est bien une des fonctions principales de l'ONU que de se trouver au coeur de ces confrontations politiques ou militaires.

ANN: Comment pourra-t-on mesurer si l'ONU-UVEN a assumé ou non la mission confiée par le Nicaragua et le secrétaire général de l'ONU?

I.Riza: Le secrétaire général de l'ONU attend d'ONU-UVEN qu'il contribue au processus de paix en Amérique centrale et à la réconciliation nationale au Nicaragua. On espère que tous ceux qui sont impliqués dans ces élections, le Gouvernement et les observateurs étrangers, puissent conclure à des élections honnêtes. Je souhaite que notre rapport amène à ces conclusions.

Si le résultat des élections est clair et que cela contribue à la tranquillité et à la stabilité du Nicaragua, je pense que nous pourrions nous féliciter de l'utilité et du succès de notre mission.

LE CANDIDAT LE PLUS POPULAIRE

Managua, septembre (ANN). Parmi tous les candidats qui se présenteront aux prochaines élections, l'actuel président de la République du Nicaragua, Daniel Ortega, apparaît comme le plus populaire.

Des analystes politiques professant de diverses idéologies s'accordent à reconnaître que la popularité de Daniel Ortega, tant comme homme politique que comme chef d'Etat, s'est accrue au cours de ces derniers mois. Au dire des spécialistes, lors de rencontres aussi fréquentes que prolongées, baptisées *face au peuple*, les réclamations de divers secteurs de la société nicaraguayenne mettent en cause la gestion de membres du cabinet ou d'autres fonctionnaires du Gouvernement. C'est Daniel Ortega, qui, depuis les premiers jours du triomphe de la révolution, a toujours incité les gens à "user de leur bon droit" et à faire des réclamations lorsqu'un fonctionnaire

ne s'acquitte pas dûment de sa tâche ou qu'il tarde à régler certains problèmes. "Le rôle des ministres", affirme Ortega, "est de "servir le peuple", ce qui lui a rallié les sympathies de ceux qui n'auraient jamais imaginé pouvoir échanger des idées et converser de leurs problèmes quotidiens avec un chef d'Etat et les membres de son cabinet. Tout cela grâce à ce lien qui le maintient constamment en contact avec la population, le Président a pu expliquer aux différents secteurs les énormes difficultés qui affectent l'économie nationale et il a pu donner les raisons des ajustements économiques appliqués depuis l'an dernier.

L'image de marque de D. Ortega s'est encore améliorée le 4 août dernier, quand, à la veille du sommet présidentiel de Tela, il a personnellement mené les débats du grand dialogue national qui lui a valu, après presque 24 heures de discussions, le soutien des 21 partis politiques. Le lendemain, à Tela, au Honduras, Daniel Ortega était le seul Président des cinq leaders de la région à avoir reçu le soutien total de la nation. La décision des Gouvernements centraméricains de rejeter la politique d'agression des Etats-Unis dans la région et de procéder à la démobilisation des forces contre-révolutionnaires basées au Honduras rend possible la paix en Amérique centrale.

C'est sur la scène politique internationale que se place le dernier succès politique d'Ortega. A Belgrade, lors du récent sommet des pays non-alignés, la proposition nicaraguayenne de suggérer aux Nations unies de déclarer la prochaine décennie "Pour la paix et le droit international" a été acceptée.

Guerillero dans les années 60, Daniel Ortega a commencé sa carrière de chef d'état dans les années 80. Il se prépare maintenant à entrer dans les années 90 comme un brillant homme politique capable d'unir la nation nicaraguayenne et d'influer d'une manière décisive sur le processus de paix de la région.

Tous ces succès n'ont fait qu'accroître sa popularité parmi la grande autorité des Nicaraguayens, ce que les Etats-Unis et ses opposants les plus acharnés, à ce jour, n'ont pas été capables d'empêcher.

LES SANDINISTES PREPARENT LA CAMPAGNE ELECTORALE DE LEURS CANDIDATS A L'ASSEMBLEE NATIONALE.

Managua, 28 septembre (ANN). Le membre de la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et représentant légal de ce parti, Bayardo Arce, s'est réuni ici avec 50 candidats députés afin de coordonner leur participation à la campagne électorale qui précédera les élections de février 1990.

Durant la rencontre, B. Arce a mis l'accent sur divers aspects de la campagne électorale et a mentionné le manque de cohésion et d'unité de l'opposition. Il a insisté sur la position majoritaire du Front sandiniste.

Le haut dirigeant sandiniste a aussi abordé le thème des accords politiques souscrits le 4 août dernier entre le Gouvernement et les partis d'opposition, en expliquant que ces derniers n'ont pas rempli leur part du contrat: Les opposants n'ont absolument pas pris part aux débats pour décider des réformes de lois, tel qu'il était stipulé dans les accords, et ils n'ont pas non plus désigné leurs représentants aux organismes électoraux.

Il a également ajouté que l'opposition n'a pas exigé d'une manière résolue la démobilisation des contre-révolutionnaires basés au Honduras, ni la fin de l'ingérence secrète des Etats-Unis dans le processus électoral du Nicaragua.

Le représentant du FSLN a fait observer que son parti et le Gouvernement ont rempli leurs obligations au pied de la lettre et a affirmé qu'ils dénonceront devant les missions des Nations unies (ONU) et des Etats américains le fait que les accords n'ont pas été respectés par l'opposition.

En Bref

TOUT EST PRET POUR LES INSCRIPTIONS

Managua, 29 septembre, (ANN). Dans deux jours commencent les inscriptions sur les listes électorales, pour les prochaines élections. Les 4 394 bureaux de vote qui accueilleront 1 920 000 électeurs nicaraguayens sont prêts.

Mariano Fiallos, président du Conseil suprême électoral (CSE), a annoncé qu'à partir de dimanche prochain et pendant les trois dimanches suivants du mois d'octobre, les inscriptions des électeurs se dérouleront dans tout le pays. Il a rappelé que l'inscription est un devoir civique et une des conditions indispensables pour pouvoir exercer le droit de vote lors des élections du 15 février 1990.

Mario Fiallo a signalé que les bureaux de vote, où les citoyens vont d'abord s'inscrire puis ultérieurement voter, sont prêts et que le matériel nécessaire sera livré ces jours-ci.

M.Fiallo a dénoncé l'action d'éléments contre-révolutionnaires qui dans la région V, VI, VII (départements de Boaco, Chontales, Matagalpa, Jinotega, Estelí) menacent la population afin qu'elle ne se fasse pas inscrire. Il a ajouté que cela ne concernait pas beaucoup de lieux et que les conseils régionaux électoraux étaient très

attentifs. "Ils peuvent suspendre les inscriptions si elles sont dangereuses pour la population et décider de transférer les bureaux de vote ailleurs et de reporter les inscriptions à un autre dimanche, comme le stipule la loi électorale", rajoute M. Fiallo.

M.Fiallo a expliqué qu'au lendemain de chaque dimanche d'inscription, le CSE fournira tous les chiffres concernant les inscriptions et toutes les informations qui seront demandées. Dans tous les bureaux de vote, les observateurs et agents mandatés de tous les partis pourront apporter leur aide, même si toutes les organisations participant au vote ne peuvent être présentés dès le premier dimanche puisque certaines n'ont pas encore désigné leurs représentants.

VISITE DU SECRETAIRE GENERAL DE L'OEA

Managua, 27 septembre (ANN). Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), Joao Barena Soares, arrivera ce jeudi à Managua en visite officielle, dans le cadre de la mission d'observation du processus électoral nicaraguayen.

Il restera près d'une semaine durant laquelle il rencontrera les partis d'opposition, il visitera certaines régions, se réunira avec des représentants du Gouvernement et donnera une conférence de presse, dont la date et l'heure sont déjà fixés au lundi prochain à huit heures.

Son représentant au Nicaragua a signalé d'ores et déjà que "le processus électoral se déroule dans des conditions propices à de bonnes élections. Aussi bien le Gouvernement que les partis politiques collaborent avec l'OEA pour en garantir l'honnêteté." L'OEA et l'ONU ont été expressément invitées par le Gouvernement nicaraguayen en tant qu'observateurs, afin d'éviter toute manœuvre des Etats-Unis visant à rendre illégitime le processus électoral.

LIBERATION DE PRISONNIERS CONTRAS

Managua, 26 septembre (ANN). 457 prisonniers ont bénéficié d'une remise de peine approuvée par l'Assemblée nationale, en vertu des accords souscrits par le Gouvernement et les 21 partis politiques au cours du dialogue national.

Les parlementaires ont voté à l'unanimité la mise en liberté de tous les prisonniers ayant des problèmes de santé, dans une acception plus large que celle définie par le code pénal. Les femmes impliquées dans des activités contre-révolutionnaires, 350 paysans incarcérés pour le même motif ainsi que des militants responsables de troubles de l'ordre public ont été également mis en liberté.

Certains parlementaires de droite ont réclamé au cours des débats la libération des 39 gardes somozistes maintenus en prison sur avis de la *Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains (OEA)*.

La constitution de nouvelles listes pour d'autres remises de peine est soumise à la démobilisation de la Contra qui devrait, selon les accords de Tela, s'achever en décembre prochain.

Amérique centrale

AMERIQUE CENTRALE: SCEPTICISME A LA VEILLE DE LA REUNION INTERNATIONALE DU CAFE

par Ricardo Pino Robles

Managua, septembre (ANN). Les producteurs et les experts en commercialisation des pays centraméricains ne cachent pas leur scepticisme quant à la possibilité d'un accord à l'issue de la rencontre du café qui se tient ces jours-ci à Londres.

Armando Jarquin, directeur de l'entreprise nicaraguayenne du café (*ENCAFE*), la seule à exporter ce produit depuis que le commerce extérieur a été nationalisé au Nicaragua, a affirmé que plusieurs pays de l'Isthme ont fait montrer une certaine frustration du fait de la gravité de la crise et de l'absence de solution à court terme. C'est le Costa Rica qui apparaît comme l'un des pays les plus frustrés à cause du sentiment de culpabilité qui le tourmente depuis son alignement sur la position des Etats-Unis. Car ce sont ces derniers qui ont fini par détruire les accords qui réglementaient le commerce des grains et qui ont provoqué la chute des prix.

C'est pourquoi A. Jarquin affirme que les Costaricains sont à présent persuadés "de n'avoir pas bien fait les choses", faisant sans doute allusion aux faux calculs qui prédisaient une éventuelle dépression des prix et le rétablissement du marché réglementé du contrôle des prix. La destruction des accords qui fixaient les prix dans une marge de 120 à 140 dollars par 50 kilos, ne favorise que les pays consommateurs et ruine les autres. Au début, en juillet dernier, on estimait que les économies centraméricaines perdraient environ 250 millions de dollars pendant la première année d'entrée en vigueur du marché libre du café. Mais les calculs ont été faits en supposant que les prix ne tomberaient pas au-dessous de la barrière des 90 dollars pour 50 kilos et à l'heure actuelle les prix ne dépassent guère 80 dollars, ce qui révèle que les pertes s'avéreront bien plus grandes que prévu.

Quant aux attentes suscitées par les déclarations du président des Etats-Unis, George Bush, selon lesquelles son

Gouvernement serait prêt à collaborer au rétablissement du marché réglementé, les Centraméricains pensent qu'il ne s'agit là que de rhétorique.

Selon les spécialistes, les Etats-Unis sont le premier pays consommateur à l'échelle mondiale et le plus intéressé à ce que le marché libre soit maintenu car il peut de cette manière acquérir le produit à un prix dérisoire, tel qu'il le fait actuellement.

Les experts signalent qu'en outre, la gravité de la crise est déterminée par le fait qu'elle va probablement se prolonger car la première réaction des producteurs a été d'augmenter les volumes d'exportation afin d'amortir les pertes. Mais ceci permet aussi aux consommateurs d'acquérir, à très bon marché, de très grandes quantités allant bien au-delà de leurs besoins immédiats pour augmenter leurs stocks, dans l'attente d'une réaction probable des producteurs qui pourraient restreindre l'offre pour faire monter les prix. Si cela venait à se produire, ces pays consommateurs seraient parés pour faire face à la "guerre des prix", en placent leurs stocks sur le marché. Cela entraînerait une nouvelle dépréciation de la valeur du café.

Selon les spécialistes, du point de vue strictement économique, les 50 pays producteurs de café ne peuvent espérer un changement positif de la part des 24 pays consommateurs, parce que leurs intérêts sont radicalement opposés, d'où le scepticisme des Centraméricains.

La seule planche de salut, selon toute vraisemblance, est la négociation politique d'une issue à cette crise qui menace de creuser davantage le fossé qui sépare les pays du Tiers-monde et les nations industrialisées du Nord.

LA MENACE DES PRODUITS CHIMIQUES

Mexico, septembre, (ANN). L'industrie chimique, sans l'avouer ouvertement, possède un arsenal incroyablement varié et puissant de produits qui selon leur utilisation peuvent être nocifs et souvent mortels.

Actuellement, selon le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUMA), il existe dans le monde quelques sept millions de produits chimiques dont 80 000 d'usage courant répertoriés comme "dangereux". En 1983, quelques organismes spécialisés de l'ONU estimaient que près de deux millions d'individus avaient été victimes d'empoisonnement par les produits chimiques et que 200 000 en étaient morts, pour la seule utilisation d'insecticides.

Dans un des ces documents, le PNUMA rend compte d'une augmentation impressionnante de la production de produits chimiques organiques tels que les pesticides, les insecticides et les engrais. En 1970 on en produisait 63

millions de tonnes, alors qu'en 1985 la production s'élevait à 250 millions de tonnes. La dépense mondiale pour l'achat de pesticides est de 13 milliards de dollars par an. Cette augmentation permanente dans la production et l'utilisation de produits chimiques pose de sérieux problèmes aux experts et plus particulièrement dans les pays en voie de développement car ils n'ont même pas le temps de résoudre un problème que de nouveaux se présentent. Dans certains cas ce n'est qu'après plusieurs années que les effets des produits chimiques se font sentir sur la population.

Selon le PNUMA, on connaît mal la nature du danger de nombreux produits chimiques car les tests de toxicité réalisés sur des animaux ne prouvent que les effets d'une seule forte dose, alors que les effets des petites doses accumulées pendant longtemps ou d'une exposition répétée comme cela se passe fréquemment, sont plus difficiles à évaluer.

Les effets imprévisibles rendent également impossible tout combat efficace contre les dangers des produits chimiques. Les grands drames causés par les substances chimiques sont accidentels et la réponse la plus sûre est l'évacuation de la population. Dans ces cas, si on attendait d'avoir une information précise sur les mesures de sécurité à prendre et sur les techniques d'élimination, les conséquences seraient catastrophiques.

En 1976 le PNUMA a établi à Genève, en Suisse, un registre international des produits potentiellement toxiques (IRPTC) afin de fournir une information sur les produits dangereux et d'indiquer comment faire face à des problèmes tels que le déversement de produits chimiques, les accidents industriels et tout autre genre d'incidents.

Parmi les solutions proposées pour l'élimination des substances dangereuses figure le recyclage. C'est la meilleure solution car elle permet la fabrication de nouveaux produits.

Cependant, le recyclage n'est pas totalement efficace et est très coûteux. Devant les règles de plus en plus strictes s'appliquant à l'élimination des résidus toxiques sur les lieux d'origine, les industriels préfèrent transporter ces déchets dans les pays du Tiers monde où il ont une plus large marge d'action.

Sous prétexte de création d'emplois, d'importantes entreprises de produits chimiques ont construit de grands complexes dans les pays sous-développés où ils fabriquent des produits classés dangereux. Au Guatemala, premier pays d'Amérique centrale producteur de produits chimiques agricoles, se sont implantées les industries allemandes Bayer et Hoechst, anglaises Imperial Chemical Industries (ICI), qui sont au premier, cinquième et troisième rang pour la production mondiale de produits chimiques.

Les produits chimiques pour l'agriculture sont la première exportation du Guatemala. Dans ce pays, les industries chimiques fabriquent le Tamaron, le Toxaen, l'Heptaclor et le mortel Paraquat 2, 4d, qui figurent dans les "douze produits sales" et sont des produits agrochimiques très dangereux.

En ce qui concerne l'élimination des substances chimiques dangereuses, une chaîne internationale de "trafi-quants de poisons" se charge de transporter les déchets dangereux vers les pays pauvres, moyennant une forte somme. Elle s'appuie sur des complicités et viole les dispositions légales pour déposer ses chargements mortels.

Il existe actuellement un plan du PNUMA, accepté par 65 pays, qui oblige les pays exportateurs de produits chimiques à fournir une information sur ces produits. Ainsi le pays importateur sait si tel ou tel produit est interdit ou d'usage restreint dans le pays d'origine.

Société

SIDA: PRIORITE PREVENTION

par Luisa Gago

Managua, 26 septembre (ANN). Le Sida a fait trois victimes au Nicaragua et douze cas de malades séropositifs ont été confirmés. Ce que certains appellent "le fleau du 20ème siècle", n'a donc pas eu d'incidence trop dramatique dans le pays jusque là.

Le ministère de la santé (MINSa), dans le cadre de son programme de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles, a entrepris une campagne d'information et d'éducation afin de circonscrire la maladie et d'éviter sa propagation. La doctoresse Alba Alvarado, responsable de ce programme, a expliqué à l'ANN que malgré l'infime pourcentage de cas, tous les efforts sont faits car "le Sida est une maladie irréversible et jusque-là la prévention est la seule voie sûre".

Depuis 1986, la perspective est donc celle de la prévention contre une maladie potentielle, en direction d'un échantillonnage de personnes exposés à plus de risques par leur comportement sexuel. Des contrôles ont été réalisés afin d'identifier les personnes séropositives, ou "porteurs sains". Lorsque les tests se révèlent positifs, la première tâche passe par un dialogue, dans le respect absolu du secret professionnel, afin d'informer la personne affectée et d'envisager avec elle l'attitude à adopter face au problème.

"Les caractéristiques mêmes du Sida augmentent les difficultés de prévention car un sujet séropositif peut présenter tous les signes de bonne santé tout en étant vec-

teur de la maladie. De plus, nous ne pouvons compter que sur la conscience des gens et sur leur sens de la responsabilité sociale. C'est pour cela que notre première tâche consiste à leur expliquer très clairement leur situation".

Le programme prévoit également un appui psychologique dans le but d'aider les personnes affectées à assumer leur situation et à agir en conséquence. Une autre démarche consiste à rechercher les partenaires sexuels de ces personnes afin de pouvoir leur apporter éventuellement, en cas de contagion, la même aide.

Mais aujourd'hui, l'accent est mis en priorité sur la prévention. Une campagne a été lancée en faveur de l'utilisation de préservatifs, particulièrement dans les cas de relations sexuelles occasionnelles. "Mais les Nicaraguayens se méfient de cette solution qui choque leurs habitudes culturelles", signale A. Alvarado. Les médias vont se faire prochainement les relais de cette campagne de façon systématique et les préservatifs seront distribués gratuitement.

Depuis 86, un contrôle strict est effectué sur les dons de sang afin d'éviter qu'ils puissent être facteur de contagion. "Mais l'unique forme efficace de prévention du Sida réside dans l'information et l'éducation de la population face au problème, afin qu'elle assume une attitude conséquente et sache se protéger", conclut la doctoresse Alvarado.

LES JEUNES DE BLUEFIELDS ONT RETROUSSE LEURS MANCHES

Repris de *Barricada*.

Bluefields, septembre. Qu'est-ce qui pourrait entamer le moral des jeunes de la Côte atlantique? Deux témoignages et une réponse.

DES CUBAINS ET "BLUEFILENOS" EN PLEIN CHANTIER

Une brigade de plus de 200 jeunes de Bluefields s'est jointe au programme de construction de 1000 maison, lancé par une équipe cubaine en solidarité avec les sinistrés de l'ouragan Joan.

"Un de nos objectifs est de nous former techniquement à l'utilisation du matériel cubain, puisqu'il est destiné à rester là", explique Carlos Coronado, second responsable de la brigade.

Formée en majorité de démobilisés du service militaire, cette équipe comprend également des jeunes femmes qui mettent beaucoup d'entrain à l'apprentissage des techniques transmises par leurs compagnons de chantier cu-

bains.

"Quand on a envie d'apprendre, tout va vite", constate Julian Chibas, technicien cubain de la construction. L'ensemble de l'équipe venue de Cuba estime que, malgré le manque d'habitude, les jeunes ont rapidement atteint un bon niveau technique. "Le projet avance plus vite que prévu car nos ouvriers ont été remplacés par les "blufileños" qui restent parfois jusqu'à dix heures du soir et reviennent en fin de semaine. Nous pouvons donc assumer de notre côté d'autres tâches. Nous pensons pouvoir remettre les 50 premières maisons le 8 octobre, jour de célébration des martyrs cubains", déclare J.Chibas.

Steve Hall est un de ces jeunes "blufileños". Il est responsable d'un groupe chargé du montage. "Il m'a fallu deux semaines pour apprendre la technique", affirme-t-il. Auparavant il n'avait que quelques notions de menuiserie et aujourd'hui, après sept mois d'expérience, il est chargé de guider le montage en fonction des plans de construction. Zunilda Légon, une jeune Cubaine qui travaille comme comptable dans son pays, s'est mise ici à la construction et partage son nouveau savoir avec la jeunesse de Bluefields. Elle se sent déjà "de la famille" bien qu'elle soit là depuis peu.

Emilia Rojas, une Nicaraguayenne qui travaillait auparavant pour la fabrique "Pescasa", a découvert la maçonnerie et la menuiserie et s'est prise de passion pour ces nouveaux métiers. Elle a appris par exemple à monter des colonnes. "Tout le revêtement, c'est son travail", commentent des Cubains en montrant le lavoir d'une des maisons. Le montage des briques, les plâtres et le carrelage font partie des travaux effectués par les femmes mais, "il faut les arrêter parce qu'aucune activité ne les fait reculer", constate admirativement le chef de travaux, Pedro Torrez. Selon lui, il n'y a pas eu jusque-là de gros problèmes pour l'apprentissage des techniques, qui se faisait au fur et à mesure de la réalisation du travail.

L'enthousiasme et la solidarité vont bientôt porter leurs fruits: 50 familles recevront leur maison des mains des Cubains et des "Blufileños" réunis.

RETOUR A BLUEFIELDS AVEC L'AMNISTIE

Converti en dirigeant de la jeunesse de son quartier et responsable d'un groupe de 53 d'entre eux qui participent à la construction de maisons à Bluefields, Daniel Cayasso commence à 20 ans une nouvelle existence. Les souffrances vecues dans les camps de la Contra, il y a un an et demi, ne sont plus qu'un mauvais souvenir. Un peu surpris de notre intérêt à discuter avec lui, il a accepté après en avoir informé Ivan Acosta, le responsable de la brigade de construction.

Après trois ans passés dans les camps de la Contra au Honduras, où il s'était laissé embarquer sur la promesse de découvrir d'autres horizons, Daniel s'est réintégré à la

vie quotidienne de Bluefields.

Il a su gagner la confiance des siens par son intégration aux tâches de reconstruction après l'ouragan Joan, au point de devenir un véritable dirigeant dans son quartier d'Old Bank. Depuis tout jeune, il a travaillé dans sa communauté et il s'y est remis après avoir quitté la Contra. "Pendant l'ouragan, j'ai aidé à transporter les personnes âgées et j'ai gardé les maisons pour éviter les vols. Ensuite, je me suis intégré au travail avec d'autres copains de mon quartier", raconte-t-il. Avec beaucoup d'enthousiasme, il explique leurs projets de développement. "Avec la jeunesse sandiniste, nous voulons construire un centre où les enfants pourront à la fois étudier et jouer".

Il s'assombrit en évoquant ce mois de mars 85 où il était parti à la pêche avec son père et se trouvait à Corn Island quand la Contra est arrivée. "Quand ils sont arrivés, il y avait une bande de jeunes. Ils nous ont dit qu'ils allaient nous faire sortir du pays pour qu'on puisse travailler. J'étais jeune. Je ne suis pas parti pour échapper au service militaire mais comme les autres partaient, dont certains de mes amis, j'en ai fait autant. Quand je me suis rendu compte que j'arrivais dans un camp de la Contra au Honduras, j'ai compris que j'avais été trompé, mais je ne pouvais pas faire machine arrière. J'avais envie de revenir à la maison, mais j'avais peur qu'on me mette en prison à mon retour".

"Les contras, qui étaient Miskitos, ont vu que j'étais trop faible et maigre pour porter les armes. Alors ils m'ont chargé du transport de l'eau, du bois etc... Mais pour moi, ce n'était pas une vie", dit-il, sans dissimuler son envie d'en arrêter là avec cet épisode de son adolescence.

Après trois ans de cette vie de peur et de corvées, il a entendu parler de l'amnistie. Voyant des compagnons qui rendaient leurs armes, il n'a pas eu besoin d'y réfléchir à deux fois, il s'est réuni avec huit copains et ils ont planifié leur fuite. "Mais sortir du Honduras n'est pas chose facile", ajoute-t-il. Une nuit de février, ils se sont échappés du camp et sont partis en direction de Sandy Bay. "C'est ce que faisait d'autres qui se démobilisaient. Nous sommes allés à Puerto avec eux et là, on nous a donné un sauf-conduit".

"Quand je suis arrivé ici à Bluefields, ma mère m'a accueilli tout d'abord avec des reproches pour les souffrances qu'elle m'avait infligées, et ensuite c'était la joie qui l'a emporté". Aujourd'hui il vit dans la maison familiale avec quatre frères plus jeunes.

"Je ne suis pas membre de la jeunesse sandiniste mais à chaque fois qu'ils organisent quelque chose, ils m'invitent, c'est l'union qui fait notre force", ajoute-t-il. Repensant à ce qu'il a vécu bien avant l'âge du service militaire, il affirme: "Je ne veux pas porter d'armes, mais je suis prêt à faire n'importe quel travail pour collabo-

rer".

Il s'est mis au travail de construction en mai 89 et estime qu'il peut faire plus pour le développement de la région. "Dans la construction, on en met un coup pour ceux qui ont perdu leur maison. Je pense qu'on aura terminé avant deux ans", conclut-il, enthousiaste.

L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350.

Un paiement semestriel est possible.

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA. Telex (45) 817585'158 com ch.

SERVICE

ANN offre:

Affiche en couleur 10 ans de solidarité internationale format 60/84. Prix (incl. frais d'expédition): sFr.10.-/Ffrs.40.-

ATTENTION: L'écriture est en allemand!

Votre paiement (versement postal ou cheque) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Europe, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

La montre-bracelet 10 años Nicaragua libre est enfin à disposition! Prix de solidarité: FF 250/frs. 65.- plus frais d'expédition frs.4.50. Votre paiement (par chèque postal ou bancaire) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Suisse, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

Livres du Nicaragua En collaboration avec l'édition Nahua à Wuppertal en Allemagne et la libreria el Condor à Zurich, cette dernière fait l'expédition des livres en Suisse. Pour vos commandes, adressez-vous à: Libreria El Cóndor, Obere Zäune 18, Postfach 369, 8024 Zurich.

JA/PP

8042 Zürich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite